

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1236

25 mai 2013

SOMMAIRE

"2ID S.A. (investissement International & Développement)"	59290	GPE VI FIS S.C.A.	59285
Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l.	59294	Grand Bleu S.A.	59285
AerCap Aviation Assets Fund Management	59296	Grand Bleu S.A.	59285
Argos Luxembourg	59300	Harvest I S.à r.l.	59282
Ascania I Alpha S.à r.l.	59288	HEDF Isola GP S.à r.l.	59304
Citco Finance (Luxembourg) S.A.	59284	Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l.	59321
Cozze e Vongole S.à r.l.	59283	Julius Baer Multiselect I	59304
CQS Finance S.A.	59283	Key Plastics Europe S.à r.l.	59327
Cz2 Fair S.à r.l.	59284	Kyarra S.à r.l.	59286
Cz2 Tour S.à r.l.	59284	Lata Lux Holding Parent	59301
De A à Z S.à r.l.	59291	Lata Lux Holding Parent	59286
Dimension Data Financial Services S.A.	59283	Medimmo-International S.à r.l.	59327
Dimension Data Financial Services S.A.	59300	Metec Finance S.A.	59282
Dreamcar.com S.A.	59284	Misys Holdco S.à r.l.	59327
DUCAMP Luxembourg S.à r.l.	59293	Misys Manager S.à r.l.	59327
DUCAMP Luxembourg S.à r.l.	59293	Misys Topco S.à r.l.	59294
Elhena Invest Altro S.C.A.	59291	Pah Luxembourg 3 Sàrl	59282
Elhena Invest S.C.A.	59291	Sunny Side Up S.A.	59282
European Capital Holdings	59283	Swing Dance Luxembourg a.s.b.l.	59324
Financière Internationale d'Investissement et d'Inspection S.A.	59328	Synergy Investments S.à r.l.	59328
Free Kap 4Y S.A.	59285	Tahoe Holdco S.à r.l.	59327
Gassia S.A.	59285	Tahoe Manager S.à r.l.	59327
		Tahoe Topco S.C.A.	59294
		Tradeka International S.à r.l.	59319

Pah Luxembourg 3 Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 165.899.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013041368/13.

(130050733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Sunny Side Up S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 53, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 69.018.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 28 mars 2013.

Pour la société
Joëlle SCHWACHTGEN
Le notaire

Référence de publication: 2013041464/13.

(130050815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Harvest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 159.873.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2013042280/14.

(130051244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Metec Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9278 Diekirch, 9, rue Sauerwiss.
R.C.S. Luxembourg B 114.585.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 9 avril 2013 à 11.00 heures

Le mandat du commissaire aux comptes EWA REVISION S.A. est remplacé par la société FIRELUX S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 84589, avec siège à L – 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy. Ce mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale à tenir en l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme
L'administrateur unique

Référence de publication: 2013046291/14.

(130056568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

CQS Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 115.191.

L'assemblée des actionnaires tenue en 8 Août 2012 a réélu Monsieur Kevin JONES, Monsieur Marcel STEPHANY et Madame Tara GLAZER aux postes d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2016.

Le nom de Madame Anne-Marie PHIPPS, administrateur de la société CQS Finance S.A., a été modifié en Madame Anne-Marie KIDD.

CQS Finance S.A.

Référence de publication: 2013046028/12.

(130056487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

European Capital Holdings, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 66.204.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a décidé en date du 7 novembre 2012 par voie circulaire, la résolution suivante:

- de coopter Jonathan Andrew Lord Kestenbaum of Foxcote avec effet au 6 novembre 2012, demeurant professionnellement au 27St James's Place, Londres SW1A 1NR, en tant que nouvel Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013 en remplacement de Monsieur Frédéric Otto, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046086/13.

(130056645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Dimension Data Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue de Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 110.251.

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 1^{er} mars 2013 la décision suivante:

1. Renouvellement du mandat de KPMG Luxembourg S.à r.l., en tant que réviseur d'entreprise agréée, pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle tenue en 2014, pour l'exercice se clôturant le 30 Septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013047222/14.

(130057931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Cozze e Vongole S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 160.453.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 08 avril 2013

L'Assemblée constate et approuve la cession de 51 parts détenues par Monsieur D'ATTOMA Vito, né le 12 mars 1975 à Luxembourg, demeurant à L-3286 Bettembourg, 7, Rue Jean Antoine Zinnen à Madame VALENTINI Anna, née le 09 février 1967 à Luxembourg, demeurant à L-1338 Luxembourg, 54, Rue du Cimetière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

COZZE E VONGOLE S. à R.L.

Un mandataire

Référence de publication: 2013046027/15.

(130055992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Cz2 Fair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 134.774.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047189/10.

(130057490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Cz2 Tour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 129.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047190/10.

(130057492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Dreamcar.com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 86.891.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 04 juin 2012

1. La démission de M. Cyril Dagand au poste d'Administrateur.
2. Le renouvellement des mandats d'Administrateur pour Messieurs Jérôme Grandidier et Franck Fioriti jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2018.
3. La démission de M. Jérôme Grandidier au poste d'Administrateur - Délégué.
4. La nomination de M. Gerald Vettori au poste d'Administrateur - Délégué jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de l'année 2018, demeurant 33b rue Belle-Isle, 57000 Metz (France).

Pour extrait sincère et conforme

Jérôme GRANDIDIER / Gérald VETTORI

Administrateur / Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2013047230/17.

(130057920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Citco Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 72.924.

A l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Actionnaire Unique de Citco Finance (Luxembourg) S.A. (la "Société"), tenue le 9 Avril 2013 il a été décidé comme suit:

- D'accepter la démission Deloitte S.A. de son mandat de Réviseur d'Entreprises avec effet rétroactif au 31 décembre 2011;
- De nommer CAS Services S.A. ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant que Commissaire aux Comptes de la société avec effet au 1^{er} Janvier 2012, son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 9 Avril 2013.

Christelle Ferry

Administrateur

Référence de publication: 2013047204/17.

(130057923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Grand Bleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 152.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047330/10.

(130058077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Free Kap 4Y S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 163.861.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 11 avril 2013

1. La démission de Mademoiselle Séverine DESNOS en tant qu'administrateur de la société est acceptée.
2. Est nommé administrateur de la société, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire de 2018 statuant sur les comptes au 31 décembre 2017:

- Madame Maithe DAUPHIN, 18, Rue Robert Stumper, L – 2557 Luxembourg;

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013047307/13.

(130058030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Grand Bleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 152.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047331/10.

(130058078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

GPE VI FIS S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 146.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2013.

Référence de publication: 2013047329/10.

(130057510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Gassia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 121.704.

La version abrégée du bilan au 31 décembre 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013047323/11.

(130057624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Lata Lux Holding Parent, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.941.439,73.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.947.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013041244/11.

(130050690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Kyarra S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 740.104,59.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.471.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty first day of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Resolution III Holdings S.à r.l., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 130 916), here represented by Annick Braquet, with professional address in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on March 21, 2013,

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- The appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Kyarra S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 135.471, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on December 27, 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on February 15, 2008, number 396 and modified by Maître Martine Schaeffer notary residing in Luxembourg, on August 25, 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 24, 2008, number 2327 (the Company).

- The corporate share capital of the Company is set at nine hundred and twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500.-), divided into seven thousand three hundred (7,300) shares with a nominal value of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each.

The appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the currency of the share capital of the Company with effect as of the 1st of January 2013 from Euro (EUR) to Pound Sterling (GBP) by the application of the exchange rate of EUR 1 = GBP 0.81107352. The proof of the rate of exchange existing between the Euro and the Pound Sterling has been given to the undersigned notary.

The Sole Shareholder further resolves to set the subscribed share capital of the Company at seven hundred forty thousand one hundred and four Pound Sterling and fifty-nine pence (GBP 740,104.59) represented by seven thousand three hundred (7,300) shares with a par value of GBP 101.3842 each.

Second resolution

Subsequently, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" 6. The capital is set at seven hundred forty thousand one hundred and four Pound Sterling and fifty-nine pence (GBP 740,104.59) represented by seven thousand three hundred (7,300) shares with a par value of GBP 101.3842 each."

There being no further business, the meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the appearing party, the said proxy signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et unième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 130.916),

Ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée le 21 mars 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associée unique (l'Associé Unique) de Kyarra S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2136 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.471, constituée suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 15 février 2008, numéro 396 et modifié par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 24 septembre 2008, numéro 2327.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à neuf cent douze mille cinq cents euros (912.500 EUR) représenté par sept mille trois cents (7.300) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125.- EUR) chacune.

La partie comparante, représentée par le mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir la devise du capital social de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2013 des présentes de l'Euro (EUR) vers la Livre Sterling (GBP) par application du taux de change égal à 1 EUR = 0,81107352 GBP. La preuve du taux de change existant entre l'Euro et la Livre Sterling a été donnée au notaire instrumentant.

L'Associé Unique décide en outre d'établir le capital social de la Société à sept cent quarante mille cent quatre Livres Sterling et cinquante neuf pences (740.104,59 GBP) représenté par sept mille trois cents (7.300) parts sociales d'une valeur nominale de 101,3842 GBP chacune.

Deuxième résolution

En conséquence, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« 6. Le capital social de la Société est fixé à sept cent quarante mille cent quatre Livres Sterling et cinquante neuf pences (740.104,59 GBP) représenté par sept mille trois cents (7.300) parts sociales d'une valeur nominale de 101,3842 GBP chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.200.-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2013. Relation: LAC/2013/13434. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013041232/104.

(130051030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Ascania I Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.674.

In the year two thousand thirteenth, on the twelfth day of March.

Before Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

"ASCANIA I HOLDINGS S.à.r.l.", a société à responsabilité limitée with registered office in L-2540 Luxembourg, 15, Rue Edward Steichen, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, section B under Number 125.604, (the "Sole Shareholder"),

Here represented by Virginie PIERRU, notary clerk, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on March 6th, 2013.

The said proxy after been initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary shall be annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of "ASCANIA I ALPHA S.à.r.l.", a société à responsabilité limitée having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares having a nominal value of twenty five euros (EUR 25.-) per share, with registered office at 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg of March 27th, 2008, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1093 of May 3rd, 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number RCS Luxembourg B 137.674 (the "Company").

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Change of the Company's financial year and amend article 13 of the articles of incorporation;
2. Delete article 20 of the articles of incorporation;
3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the financial year of the Company so that the financial year will begin on January 1st and end on December 31st.

The financial year which began on May 1st, 2012 has ended prematurely on December 31th, 2012 and the current financial year which began on January 1st, 2013 and will end on December 31st 2013.

As a result of the foregoing resolution, the Sole Shareholder decides to amend Article 13 which shall have the following wording:

" **Art. 13. Financial year.** The Company's financial year begins on the January 1st and ends on December 31st."

Second resolution

The Sole Shareholder decides to delete article 20 of the articles of association of the Company.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand and fifteen euro (EUR 1,015.-).

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le douze mars.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

«ASCANIA I HOLDINGS S.à.r.l.» une société à responsabilité limitée avec siège social au 15 Rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 125.604, (l'«Associée Unique»),

Ici représentée par Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 6 mars 2013.

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associée Unique a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associée Unique est la seule et unique associée de «ASCANIA I ALPHA S.à.r.l.», une société à responsabilité limitée ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-), dont le siège social est au 15 Rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résident à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 mars 2008, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1093 du 3 mai 2008, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 137.674 (la «Société»).

L'Associée Unique, représentée comme ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informée des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la date de l'exercice social et modification de l'article 13 des statuts de la Société;
2. Suppression de l'article 20 des statuts de la Société;
3. Divers.

L'Associée Unique, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'exercice social de sorte que celui-ci commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

L'exercice social ayant débuté le 1^{er} mai 2012 s'est clôturé anticipativement au 31 décembre 2012, et l'exercice en cours qui a commencé le 1^{er} janvier 2013 se terminera au 31 décembre 2013.

A la suite de la résolution qui précède, l'Associée Unique décide de modifier l'article 13 qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 13. Exercice social.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.»

Seconde résolution

L'Associée Unique décide de supprimer l'article 20 des statuts de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille quinze euros (1.015,-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13/03/2013. Relation: LAC/2013/11628. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 29/03/2013.

Référence de publication: 2013042127/101.

(130051659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

"2ID S.A. (investissement International & Développement)", Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 17, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 145.084.

L'an deux mille treize, le vingt mars.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire de:

Monsieur Sylvain BONNET, né à Bischwiller (France), le 13 novembre 1963, demeurant à F-57155 Marly, 38, Clos des Lilas, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 mars 2013, propriétaire des trois cent dix (310) actions («l'Actionnaire Unique»).

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec laquelle elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement avec le présent acte.

Le comparant, représenté comme ci-avant, est le seul et unique actionnaire de la société anonyme «2ID S.A. (Investissement International & Développement)» ayant son siège à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, constituée suivant acte reçu par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 25 février 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 672, en date du 27 mars 2009,

immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 145.084.

L'Actionnaire Unique, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique transfère le siège social vers L-3510 Dudelange, 17 rue de la Libération et modifie, par conséquent, le premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 4. (Premier alinéa).** Le siège social est établi dans la Commune de Dudelange.»

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique nomme un administrateur conjoint, Monsieur Thierry van de Werve de VORSELAER, né le 27 février 1945 à Arbre (Namur), demeurant au 4 rue d'Olm L-8281 KEHLEN.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Troisième résolution

L'Actionnaire unique accepte la démission du commissaire aux comptes, Monsieur Guy Hardy et nomme en remplacement la «FIDUCIAIRE BEFAC EXPERTISES COMPTABLES ET FISCALES (Luxembourg) S.à.r.l.», ayant son siège social au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg (RCS Luxembourg B 45066).

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites du présent acte sont estimés à huit cent quarante-cinq euros (845,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21/03/2013. Relation: LAC/2013/12990. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 25/03/2013.

Référence de publication: 2013041544/48.

(130050628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

De A à Z S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5950 Itzig, 4, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 166.928.

L'an deux mille treize,

Le premier mars,

Pardevant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Grevenmacher, soussigné,

A comparu:

Monsieur Zihja KASTRATI, né le 02 décembre 1975 à Peje (Kosovo), salarié, demeurant à L-9558 Wiltz, 1, rue Geetz, lequel comparant a exposé au notaire instrumentaire ce qui suit:

Le comparant Zihja KASTRATI est le seul associé de la société à responsabilité limitée "De A à Z S.à r.l.", ayant son siège social à L-9558 Wiltz, 1, rue Geetz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 166928,

constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Goedert en date du 13 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 815 du 28 mars 2012.

Lequel comparant Zihja KASTRATI, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution.

L'associé unique Monsieur Zihja KASTRATI décide de transférer le siège social de la société à responsabilité limitée "De A à Z S.à r.l." de L-9558 Wiltz, 1, rue Geetz à L-5950 Itzig, 4, rue de Bonnevoie.

Deuxième résolution.

L'associé unique Monsieur Zihja KASTRATI décide de modifier l'article cinq, alinéa premier des statuts de la société à responsabilité limitée "DeA à Z S.à r.l.", pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Siège social - Alinéa premier.** Le siège de la société est établi dans la commune de Hesperange.»

Frais.

Les frais et honoraires des présentes et tous ceux qui en seront la conséquence seront à la charge solidaire du comparant et de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Z. KASTRATI, C. GOEDERT.

Enregistré à Grevenmacher, le 05 mars 2013. Relation: GRE/2013/957. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 28 mars 2013.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2013041066/38.

(130050882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

**Elhena Invest Altro S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. Elhena Invest S.C.A.)**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 87.137.

L'an deux mille treize, le vingt-deuxième jour du mois de mars.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en Commandite par actions «EL-HENA INVEST S.C.A.», ayant son siège social à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87.137, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés

et Associations, numéro 1069 du 12 juillet 2002, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors notaire de résidence à Wiltz, en date du 22 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1096 du 30 avril 2012 (la "Société").

L'assemblée est ouverte à 14.40 heures sous la présidence de Monsieur Michaël RONGY, directeur des finances et de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

Le président désigne comme secrétaire Madame Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à L-9242 Diekirch, 4, rue Alexis Heck.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michaël RONGY, directeur des finances et de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentais. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Qu'il appert de la liste de présence que des dix (10) actions de commandité détenues par l'Associé Commandité sans désignation de valeur nominale et des quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix (97.990) actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, les dix (10) actions de commandité détenues par l'Associé Commandité et (89.250) actions ordinaires de la Société sont présentes ou représentées à la présente assemblée représentant 91,08 % du capital social émis de la Société, de sorte que l'Assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et voter sur tous les points portés à l'ordre du jour:

Ordre du jour

- 1 Changement de la dénomination sociale de «ELHENA INVEST S.C.A.» en «ELHENA INVEST ALTRO S.C.A.»;
- 2 Changement de la dénomination sociale de l'Associé Commandité de «ELHENA MANAGEMENT» en «ALTRO»;
3. Modification subséquente de l'article 1^{er} et de l'article 14 des statuts de la Société pour les mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent;
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la Société «ELHENA INVEST S.C.A.» en «ELHENA INVEST ALTRO S.C.A.».

Deuxième résolution

L'assemblée générale prend acte du changement de la dénomination sociale de l'Associé Commandité de la Société de «ELHENA MANAGEMENT» en «ALTRO».

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} et l'article 14 des statuts de la Société, pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe entre ALTRO, le titulaire des Actions de commandité ayant les qualités d'associé commandité et de Gérant de la société (l'Associé Commandité), d'une part et les titulaires et souscripteurs des Actions ordinaires et tous ceux qui en deviendront Actionnaires, une société sous la forme d'une société en commandite par Actions sous la dénomination de ELHENA INVEST ALTRO S.C.A., (ci-après la «Société»).»;

« **Art. 14.** La Société sera gérée par ALTRO en tant qu'Associé Commandité de la Société. Les autres Actionnaires de la Société ne peuvent pas participer ou interférer dans la gestion de la Société.».

Frais

Les frais, dépens, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.50 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. RONGY, C. RAMIER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 26 mars 2013 Relation: DIE/2013/3865. Reçu soixante quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 29 mars 2013.

Référence de publication: 2013042217/70.

(130051529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

DUCAMP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 124.156.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 28 mars 2013.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2013042202/13.

(130051367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

DUCAMP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 124.156.

L'an deux mil treize, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Monsieur Stéphane DUCAMP, indépendant, né à Uccle (Belgique), le 11 novembre 1966, demeurant à B-4890 Thimister-Clermont, 8, Chantraine,

2.- Monsieur Gérald DUCAMP, retraité, né à Etterbeek (Belgique), le 18 juin 1941, demeurant à B-1390 Grez-Doiceau, 18, avenue Jules Gathy,

tous deux ici représentés par Monsieur Ludovic LO PRESTI, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener, en vertu de deux pouvoirs lui délivrés à Thimister, le 22 mars 2013, respectivement à Grez-Doiceau, le 20 mars 2013.

Lesquels pouvoirs resteront, après avoir été paraphés «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexés aux présentes pour être enregistrés avec elles.

Lesquels comparants, par leur mandataires, ont exposé au notaire:

- Que la société à responsabilité limitée «DUCAMP LUXEMBOURG S.à r.l.», ayant son siège social à L-8506 Redange, 30, rue de Niederpallen, a été constituée suivant acte reçu par le Maître Jean SECKLER notaire de résidence à Junglinster, en date du 6 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 601 du 13 avril 2007,

- Qu'elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.156;

- Qu'elle a un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500, €) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- €) chacune, entièrement libérées.

Que les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée «DUCAMP LUXEMBOURG S.à r.l.», en vertu des statuts publiés comme prédit et d'une cession de parts aux termes de laquelle Monsieur Stéphane DUCAMP a cédé cent (100) parts de la Société à Monsieur Gérald DUCAMP, en date du 18 août 2008, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2264 du 16 septembre 2008,

De laquelle cession de parts une copie conforme restera, après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Sur ce Monsieur Stéphane DUCAMP, agissant en sa qualité de gérant de la société, déclare accepter la susdite cession au nom de la société «DUCAMP LUXEMBOURG S.à r.l.», conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil.

Il a encore déclaré n'avoir entre ses mains aucune opposition ou empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Ensuite Monsieur Stéphane DUCAMP et Monsieur Gérald DUCAMP seuls associés de la société à responsabilité limitée «DUCAMP LUXEMBOURG S.à r.l.» se réunissant en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent tous valablement convoqués, ont requis le notaire instrumentant d'acter leurs résolutions prises à l'unanimité suivantes:

Première résolution

Suite à la cession de parts relatée ci-avant, les associés décident de modifier l'article 6 alinéas 1 et 2 des statuts comme suit:

« **Art. 6. (alinéas 1 et 2).** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- €), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- €) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont réparties comme suit:

1) Monsieur Stéphane DUCAMP, préqualifié, vingt-cinq parts	25
2) Monsieur Gérald DUCAMP, préqualifié, cent parts	100
Total des parts: cent vingt-cinq parts	125»

Deuxième résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de L-8506 Redange, 30, rue de Niederpallen, à L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss, et de modifier en conséquence l'article 5 alinéa 1 des statuts comme suit:

« **Art. 5. (alinéa 1).** Le siège social de la société est établi à Heinerscheid.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Lo Presti M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mars 2013. Relation: LAC/2013/13664. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013042203/62.

(130051575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

**Misys Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Tahoe Topco S.C.A.)**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.357.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013041294/11.

(130050397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 119.592.

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth day of March.

Before us, Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Aberdeen European Balanced Property Fund", a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) incorporated on 5 September 2006 under the form of a public limited company, with registered office in 2B rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 118.918,

duly represented by Martha Alexaki, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, on 18 March 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole unitholder of the company "Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 119.592, incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Lecuit, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, depositary of the deed, dated 17 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2002 of 25 October 2006. The articles of incorporation of which were amended pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 14 May 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1165 of 15 June 2009, and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 15 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 385 of 14 February 2012.

The appearing party, representing the whole corporate capital, takes the following resolution:

Unique resolution

The sole unitholder, through its proxyholder, resolves to modify the object of the Company and to subsequently amend article 3 of the Articles of Incorporation so that it shall read as follows:

" **Art. 3. Corporate Objectives.** The sole object of the Company is (i) to acquire, hold manage, develop, let and dispose of real estate Property and /or (ii) to hold interests and participations in one or more companies the sole object and purpose of which is, according to their articles or constitutional documents, to acquire, hold, manage, develop, let and dispose of real estate property directly via one or more intermediate vehicles, the sole object and purpose of which is restricted according to their constitutional documents to (i) above and this subsection (ii) ("Real Estate Company").

The Company may carry out any ancillary deemed useful for the accomplishment of its abovementioned object (including, without limitation, the debt financing of such Real estate Companies in which it holds an equity interest) remaining however always within the limitations set forth by the applicable Luxembourg laws and regulations."

Valuation

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 980.-.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, 2B rue Albert Borschette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by her name, first names, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le dix-neuf mars.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

"Aberdeen European Balanced Property Fund", une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, de droit luxembourgeois, constituée le 5 septembre 2006 sous la forme d'une société anonyme, ayant son siège social au 2B rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.918,

dûment représentée par Martha Alexaki, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 18 mars 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante est la seule associée de la société "Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.592, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, depositaire de la minute, en date du 17 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2002 du 25 octobre 2006. Les statuts de laquelle ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1165 du 15 juin 2009 et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 385 du 14 février 2012.

Laquelle comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associée unique, par son mandataire, décide de modifier l'objet social de la Société et en conséquence de modifier l'article 3 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3. Objet.** L'unique objet de la Société est (i) d'acquérir, détenir, gérer, développer, louer et aliéner des biens immobiliers et/ou (ii) de détenir des intérêts et participations dans une ou plusieurs sociétés dont l'unique objet et finalité sont, selon leurs statuts ou documents constitutifs, d'acquérir, détenir, gérer, développer, louer et aliéner des biens immobiliers directement ou indirectement via un ou plusieurs véhicules intermédiaires, dont l'unique objet et finalité sont limités par leurs documents constitutifs au point (i) susmentionné et à cette sous-section (ii) ("Société Immobilière").

La Société peut effectuer toute activité auxiliaire jugée utile à l'accomplissement de son objet susmentionné (y compris, et sans limitation, le financement par emprunt de telles Sociétés Immobilières dans lesquelles elle détient une participation) dès lors cependant qu'elle reste toujours dans les limites établies par les lois et règlements luxembourgeois applicables."

Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à EUR 980,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alexaki, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mars 2013. Relation: LAC/2013/13655. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042095/103.

(130051628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

AerCap Aviation Assets Fund Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 176.227.

—
STATUTEN

Im Jahr zweitausendunddreizehn, am zwanzigsten Tag des Monats März,
vor dem unterzeichneten Notar, Me Carlo Wersandt, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
sind erschienen:

1. HH Kapital Aviation Investment Services SL, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung spanischen Rechts (sociedad de responsabilidad limitada), mit Gesellschaftssitz in 07151 Golf de Bendinat, Cami de la Serra 15, Mallorca, Spanien, hier kraft Vollmacht vertreten durch Frau Laura Rossi, Rechtsanwältin, geschäftlich ansässig 74 Rue de Merl, L-2017 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

2. Dr. Wegner & Co GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz in Zu den Lücken 13, 24977 Westerholz, hier kraft Vollmacht vertreten durch Frau Laura Rossi, vorbenannt;

3. HOST KG, eine deutsche Kommanditgesellschaft mit Gesellschaftssitz in 20148 Hamburg, Heimhuder Straße 8, hier kraft Vollmacht vertreten durch Frau Laura Rossi, vorbenannt; und

4. AerCap B.V., eine niederländische Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz in 1117CE Schiphol, Stationsplein 965, hier kraft Vollmacht vertreten durch Frau Laura Rossi, vorbenannt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben angegeben, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen AerCap Aviation Assets Fund Management (nachstehend die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) sowie den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist als Komplementärin (actionnaire gérant commandité) der „Aviation Assets Fund SCA, SICAV-FIS“, einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung, in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), zu handeln.

Die Gesellschaft kann des Weiteren alle Tätigkeiten vornehmen, die ihr zur Erreichung und Entwicklung dieses Zweckes förderlich erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer (der „Geschäftsführerrat“), an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführerrates, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführerrat feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile zu je fünfundzwanzig Euro (25,- EUR).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so haben diese einen gemeinschaftlichen Vertreter zu ernennen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertreten kann.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschaftern können die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und in Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit oder irgendein ähnliches Ereignis in Bezug auf einen ihrer Gesellschafter bzw. den Alleingesellschafter, aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt mindestens drei (3) Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführerrat unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Hauptversammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) bestellt. Der Alleingesellschafter bzw. die Hauptversammlung legt die Dauer der Amtszeit der Geschäftsführer fest. Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von der Hauptversammlung widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines A Geschäftsführers und mindestens eines B Geschäftsführers gegenüber Dritten vertreten. Daneben kann die Gesellschaft durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet werden.

Art. 11. Der Geschäftsführerrat kann aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen. Er kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist. Der Geschäftsführerrat kann eine Geschäftsordnung erlassen, in der auch Aufgabenbereiche an einzelne Geschäftsführer zugeordnet werden können.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Geschäftsführerrat per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben. In dringenden Fällen kann auf ein Einladungsschreiben verzichtet werden. Die Art und der Grund der Dringlichkeit sind im Protokoll anzugeben. Auf das Einladungsschreiben kann daneben durch schriftliche Zustimmung, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangegangenen Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend und erklären, ausreichend über die Tagesordnungspunkte informiert zu sein, kann auf ein Einladungsschreiben verzichtet. Ein entsprechender Vermerk ist in das Protokoll der Sitzung aufzunehmen.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein einzelner Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Geschäftsführerrat zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Der Geschäftsführerrat kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von den Geschäftsführern erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind. Dabei dürfen die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten.

D. Beaufsichtigung der Gesellschaft

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (reviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern

des luxemburgischen Institut des Reviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

E. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält oder vertritt.

Art. 18. Die Hauptversammlung hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Hauptversammlung“ - sofern und soweit des der Zusammenhang erfordert - als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen.

F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführerrat erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Auf diese Satzung sollen die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- HH Kapital Aviation Investment Services SL:

100 Anteile zum Preis von 25 EUR pro Anteil, d.h. insgesamt zum Preis von 7.500,- EUR;

- Dr. Wegner & Co GmbH:

50 Anteile zum Preis von 25 EUR pro Anteil, d.h. insgesamt zum Preis von 1.250,- EUR;

- HOST KG:

50 Anteile zum Preis von 25 EUR pro Anteil, d.h. insgesamt zum Preis von 1.250,- EUR; und

- AerCap B.V.:

300 Anteile zum Preis von 25 EUR pro Anteil, d.h. insgesamt zum Preis von 1.250,- EUR.

Gesamt:

500 Anteile zum Preis von 25 EUR pro Anteil, d.h. insgesamt zum Preis von 12.500,- EUR.

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von 12.500,- EUR ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Erklärung und Kosten

Der unterzeichnete Notar erklärt und bezeugt, dass die Bestimmungen des Artikels 26 des Gesetzes über Handelsgesellschaften erfüllt sind. Des Weiteren bestätigt der unterzeichnende Notar, dass diese Satzung mit den Bestimmungen des Artikels 27 des Gesetzes über Handelsgesellschaften übereinstimmt;

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. eintausend Euro geschätzt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Die Gesellschafter, das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, haben unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft wird auf 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg bestimmt.
2. Folgende Personen werden für eine unbestimmte Dauer als Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt:
 - Herr Klaus Heinemann, geboren am 05. Juni 1951, geschäftsmäßig ansässig 265 Keizersgracht, 1016EC Amsterdam, Niederlande mit einer A Unterschriftsberechtigung;
 - Herr Max von Frantzius, geboren am 15. August 1968, geschäftsmäßig ansässig 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einer A Unterschriftsberechtigung; und
 - Herr Gordon James Chase, geboren am 25. Juni 1979, geschäftsmäßig ansässig Stationsplein 965, 1117CE Schiphol, Niederlande, mit einer B Unterschriftsberechtigung.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienen Parteien, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienen Parteien unterzeichnet worden.

Gezeichnet: L. ROSSI - C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 mars 2013. Relation: LAC/2013/12974. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (gezeichnet): Carole FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 29. März 2013.

Référence de publication: 2013042103/211.

(130051385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Dimension Data Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue de Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 110.251.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013047221/11.

(130057839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Argos Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5880 Hesperange, 29, Ceinture um Schlass.

R.C.S. Luxembourg B 143.462.

EXTRAIT

1. Il résulte de l'assemblée générale des associés du 31 mars 2009 de la société Argos Belgium, une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), ayant son siège social à 9000 Gent, Wiedauwkaai 75, Belgique, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0862.498.759 (ci-après la «Société») que la dénomination de «Argos Belgium» a été modifiée en «ArgosOil Belgium».

2. Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de la Société du 3 septembre 2012 que:

- Monsieur Henry den Toom a été démis de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2012;

- (i) Monsieur Adrianus Johan Ronald Scheepers, né le 3 juillet 1966 à Eindhoven (Pays-Bas), résidant à 4847AT Teteringen (Pays-Bas), Vossenbergh 8; (ii) Monsieur Rick Alexander Klop, né le 22 septembre 1977 à Rotterdam (Pays-Bas), résidant à 2652 HL Berkel en Rodenrijs (Pays-Bas), Anne de Vriessingel 9 et (iii) Monsieur Cornelis den Ouden, né le 30 avril 1962 à Rotterdam (Pays-Bas), résidant à 4794 ED Willemstad (Pays-Bas), Cornabépark 6 ont été nommés comme gérants de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2012.

3. Depuis le 1^{er} septembre 2012, les gérants de la Société sont partant:

- Monsieur Peter Goedvolk
- Monsieur Adrianus Johan Ronald Scheepers
- Monsieur Rick Alexander Klop
- Monsieur Cornelis den Ouden

4. Il résulte des résolutions écrites des associés de la Société du 25 mars 2013 que:

- Monsieur David Delellio a été démis de ses fonctions de représentant permanent de la succursale luxembourgeoise avec effet au 1^{er} septembre 2012;

- (i) Monsieur Adrianus Johan Ronald Scheepers, né le 3 juillet 1966 à Eindhoven (Pays-Bas), résidant à 4847AT Teteringen (Pays-Bas), Vossenbergh 8; (ii) Monsieur Rick Alexander Klop, né le 22 septembre 1977 à Rotterdam (Pays-Bas), résidant à 2652 HL Berkel en Rodenrijs (Pays-Bas), Anne de Vriessingel 9; (iii) Monsieur Cornelis den Ouden, né le 30 avril 1962 à Rotterdam (Pays-Bas), résidant à 4794 ED Willemstad (Pays-Bas), Cornabépark 6 et (iv) Monsieur Peter Goedvolk, né le 9 février 1957 à Rotterdam (Pays-Bas), résidant à 3161 HM Rhoon (Pays-Bas), 61, Rijdsdijk, ont été nommés comme représentants permanents de la succursale luxembourgeoise avec effet au 1^{er} septembre 2012 et pour une durée indéterminée.

5. Depuis le 1^{er} septembre 2012, les représentants permanents de la succursale luxembourgeoise sont partant:

- Monsieur Alain Gaasch
- Monsieur Peter Goedvolk
- Monsieur Adrianus Johan Ronald Scheepers
- Monsieur Rick Alexander Klop
- Monsieur Cornelis den Ouden

La Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux représentants permanents de la succursale. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Argos Luxembourg

Référence de publication: 2013042105/43.

(130051390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Lata Lux Holding Parent, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.941.439,73.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.947.

—
Rectificatif du dépôt numéro L110169580, déposé le 25/10/11.

L'an deux mille treize, le quinze mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

- Blackstone Capital Partners (Cayman) V-A L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans;
- Blackstone Capital Partners (Cayman) V L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans;
- Blackstone Capital Partners (Cayman) V-AC L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans,
- Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) V L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans,;
- Blackstone Participation Partnership (Cayman) V L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans;
- Nmás 1 Private Equity Fund II Erisa, F.C.R., une société constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social au Padilla 17 4a Planta, 28006 Madrid, Espagne;

- Nmás 1 Private Equity Fund II Non-Erisa, F.C.R., une société constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social au 17 4a Planta, 28006 Madrid, Espagne;
- Nmás 1 Private Equity Fund II Familias, S.C.R., une société constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social au 17 4a Planta, 28006 Madrid, Espagne;
- Dinamia Capital Privado S.C.R., S.A., une société constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social au 17 4a Planta, 28006 Madrid, Espagne;
- CCC Invest GmbH, une société constituée selon les lois d'Allemagne, ayant son siège social au Rolander Weg 1, 40629 Dusseldorf, Allemagne;
- Tomás López-Zamora, résidant à Urb. Parque Palmeras, 5a Avenida 25, 30656- Las Torres de Costillas (Murcia), Espagne;
- Enrique Zornoza Soto, résidant au C/ Ronda Levante 19,6 ° drcha, 30007 Murcia, Espagne;
- Francisco Noguera Navarro, résidant à Avenida de Europa, 38-3 °1, 30007 Murcia, Espagne;
- F. Javier Vaca Arevalo, résidant à Avd de Colón n° 16 8° E, 065005 Badajoz, Espagne;
- Adolfo Guillamón Melendreras, résidant à Rua Progreso, 77-2o, 36960 Sanxenxo (Pontevedra), Espagne;
- Géronimo Meseguer Serna, résidant au C/ Belchite, 1,9° D, Logroño- 26003 -La Rioja, Espagne,
- Abderrahim Kiker, résidant à Hay Zaitoune Boloc C N° 61 Tikiouine, Agadir 80650, Maroc;
- Philippe Cazeaux, résidant à Urbanización Parque de las Palmeras, 2 (a) travesla, n° 11, 30565 Las Torres de Cotillas-Murcia, Espagne;

tous ici représentés par Madame Johanna Wittek, Rechtsanwältin, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing qui ont été annexées à l'assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire soussigné en date du 12 avril 2011. Une copie de ces procurations avec pouvoir de substitution en faveur de Madame Johanna Wittek resteront annexées aux présentes.

Les comparants étaient tous lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2011 les associés de Lata Lux Holding Parent (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et régie selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157947, constituée suivant un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 17 décembre 2010, enregistré auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») en date du 23 mars 2011, sous le numéro 542.

Les comparants déclarent que, dans le prédit acte du 12 avril 2011, des erreurs matérielles se sont glissées au point (11) de la deuxième résolution et au point (12) de la deuxième résolution de la version anglaise et de la version française, et que le texte de ces résolutions doit par conséquent être lu et modifié comme suit:

en version anglaise:

"(11) Forty nine thousand nine hundred and ninety six (49,996) Class A shares, one million three hundred and ten thousand two hundred twenty four (1,310,224) Class B shares, one hundred and twenty thousand four hundred and ninety seven (120,497) Class C shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class D shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class E shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class F shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class G shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class H shares, one hundred ninety two thousand one hundred and twenty one (192,121) Class I shares and one hundred ninety two thousand one hundred (192,121) Class J shares have been subscribed by Enrique Zornoza Soto, C/ Ronda Levant 19.6° drcha. 30007 Murcia, Spain for a total subscription price of forty thousand seven hundred and fifty six euros and seventy six cents (EUR 40,756.76), out which twenty eight thousand two hundred and fifty five euros and sixty four cents (EUR 28,255.64) shall be allocated to the share capital of the Company and twelve thousand five hundred and one euro and twelve cents (EUR 12,501.12) shall be allocated to the share premium account of the Company;

(12) Four hundred thirteen thousand two hundred and fourteen (413,214) Class A shares, four million two hundred fifty eight thousand two hundred twenty seven (4,258,227) Class B shares, nine hundred ninety five thousand eight hundred and ninety nine (995,899) Class C shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class D shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class E shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class F shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class G shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class H shares, seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class I shares and seven hundred thirty five thousand three hundred thirty one (735,331) Class J shares have been subscribed by Francisco Noguera Navarro, Avenida de Europa, 38-3 ° I, 30007- Murcia, Spain, for a total subscription price of one hundred and forty eight thousand seven hundred seventy five euro and twenty one cents (EUR 148,775.21) out of which one hundred eight thousand one hundred and forty six euro and fifty seven cents (EUR 108,146,57) shall be allocated to the share capital of the Company and forty thousand six hundred and twenty eight euro and sixty four cents (EUR 40,628.64) shall be allocated to the share premium account of the Company."

en version française:

«(11) Quarante neuf mille neuf cents quatre-vingts seize (49,996) parts sociales de classe A, un million trois cent dix mille deux cent vingt-quatre (1,310,224) parts sociales de classe B, cent vingt mille quatre cent quatre-vingts dix-sept (120,497) parts sociales de classe C, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe D, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe E, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe F, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe G, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe H, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe I, cent quatre-vingts douze mille cent vingt et un (192,121) parts sociales de classe J ont été souscrites par Enrique Zornoza Soto, C/ Ronda Levant 19.6° drcha. 30,007 Murcia, Espagne, pour prix de souscription total de quarante mille sept cents cinquante six euros et soixante seize cents (EUR 40,756.76) dont vingt huit mille deux cents cinquante cinq euros et soixante quatre cents (EUR 28,255.64) seront alloués au capital social de la Société et (ii) et douze mille cinq et un euros et douze cents (EUR 12,501.12) seront alloués à la prime d'émission de la Société.

(12) Quatre cent treize mille deux cent quatorze (413.214) parts sociales de class A, quatre millions deux cent cinquante-huit mille deux cent vingt-sept (4,258,227) parts sociales de classe B, neuf cent quatre-vingts quinze mille huit cents quatre-vingts dix neuf (995,899) parts sociales de classe C, sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe D, sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe E, sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de Classe F, sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe G, p sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe H, sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe I, a sept cent trente cinq mille trois cents trente et un (735,331) parts sociales de classe J ont été souscrites par Francisco Noguera Navarro, Avenida de Europa, 38-3 ° I, 30007- Murcia, Espagne, pour prix de souscription total de cents quarante et huit mille sept cent soixante quinze euros et vingt et un cents (EUR 148,775.21) dont cent et huit mille cent et quarante et six euros et cinquante sept cents (EUR 108,146.57) seront alloués au capital social de la Société et (ii) et quarante mille six cent et vingt huit euros et soixante quatre cents (40,628.64) seront alloués à la prime d'émission de la Société.»

En outre, les comparants constatent que le capital social de la Société mentionné à l'article 6 de la version française des statuts de la Société ne correspond pas à la version anglaise des statuts de la Société. L'article 6 de la version française des statuts doit donc avoir la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à deux millions neuf cent quarante-et-un mille quatre cent trente-neuf euros et soixante-treize centimes (EUR 2.941.439,73) représenté par

Quarante millions six cent quatre-vingt-un mille cinq cent quatre-vingt-trois (40.681.583) Actions de catégorie A,
 Quinze millions quatre cent quatorze mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (15.414.397) Actions de catégorie B,
 Quatre-vingt dix-huit millions quarante-sept mille neuf cents quatre-vingt-treize (98.047.993) Actions de catégorie C,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie D,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie E,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie F,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie G,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie H,
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie I, et
 Vingt millions (20.000.000) d'Actions de catégorie J,
 chacune des Actions présente une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) et est assortie des droits et obligations définis dans les présents Statuts.

Chaque action donne droit à un vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Les comparants déclarent que tous les autres articles et rubriques de la prédite assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2011 restent inchangés et prient le notaire de faire mention de la présente rectification partout où cette mention est requise.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. WITTEK et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 mars 2013. Relation: LAC/2013/12522. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013041243/135.

(130050448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

HEDF Isola GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.989.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 05 avril 2013

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Charles Baughn en tant que gérant B de la Société à partir du 05 avril 2013;

- De nommer:

* Monsieur Andreas Schreurs, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 05 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Référence de publication: 2013047346/17.

(130057779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Julius Baer Multiselect I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 84.408.

—
Im Jahre zweitausendundzwoölf, am siebten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtssitz in Luxemburg,

fand die außerordentliche Generalversammlung der Anteilseigner des JULIUS BAER MUTLISELECT I, einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital, welche ihren Geschäftssitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg hat, (die «Gesellschaft»), eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 84408.

gegründet in Luxemburg am 14. November 2001 durch eine Urkunde aufgenommen durch den Notars Edmond Schroeder, mit damaligem Amtssitz in Luxemburg-Mersch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») Nr. 1145 vom 11. Dezember 2001,

zuletzt umgeändert durch eine Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean SECKLER mit dem Amtssitz in Junglinster am 21. August 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), Nummer 1755 vom 11. September 2009, statt.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre („außerordentliche Generalversammlung“) wird um 10:30 Uhr vom Vorsitzenden, Herrn Dietmar Braun, Privatangestellter, berufsansässig in Luxemburg, eröffnet.

Dieser ernennt zum Schriftführer Herrn Christoph Schäfers, Bankangestellter, berufsansässig in Luxemburg,

Die außerordentliche Generalversammlung ernennt Frau Petra Esser-Dannhauer Privatangestellte, berufsansässig in Luxemburg, zur Stimmzählerin.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der außerordentlichen Generalversammlung fest, und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden, dass:

- die Namensaktionäre gemäß den gesetzlichen Vorschriften frist- und formgerecht am 19: November 2012 schriftlich zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung eingeladen worden sind;

- die Einberufung der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre den gesetzlichen Bestimmungen entsprechend am 19. November 2012 und 28. November 2012 im "Wort" sowie im "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht wurde;

- im Ausland die Veröffentlichungen wie folgt erfolgten:

Schweiz: fundinfo und Schweizerisches Handelsamtsblatt am 19. November 2012 und 28. November 2012

- Die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

Einziger Punkt der Tagesordnung: Neufassung der Statuten

Redaktionelle, sprachliche sowie gesetzlich erforderliche Anpassungen der Statuten der Gesellschaft sowie im Wesentlichen die nachfolgend beschriebenen Änderungen:

Gegenstand Artikel 3:

- Bezugnahme auf die geänderte gesetzliche Grundlage, das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen in gemeinsamen Anlage („Gesetz von 2010“)

- Anpassung des Verweises von Teil II auf Teil I des Gesetzes von 2010

Gesellschaftskapital Artikel 5:

- Einfügung einer Klarstellung der Berechnungsgrundlage des gesetzlichen Mindestkapitals der Gesellschaft als gesetzliche Folge der Änderung betreffend die neu geschaffene Möglichkeit der Investition von Subfonds der Gesellschaft in andere Subfonds der Gesellschaft
- Änderung der Währung des Mindestkapitals von EUR in CHF
- Inhaber- und Namensanteile Artikel 6:
 - Wegfall der Möglichkeit Inhaberanteile auszugeben
- Einladungen Artikel 12:
 - Einfügung eines Stichtags zur Feststellung der Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse bei einer Generalversammlung
 - Erweiterung der Aktionärsrechte betr. die Einberufung einer Generalversammlung sowie die Aufnahme von Tagesordnungspunkten
- Interne Organisation des Verwaltungsrates Artikel 14:
 - Neuregelung betreffend die Beschlussfähigkeit
 - Einschränkung der Übertragung von Kompetenzen durch den Verwaltungsrat
 - Wegfall der Notwendigkeit der Einwilligung der Generalversammlung zur Übertragung der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Verwaltungsrat auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates
- Festlegung der Anlagepolitik Artikel 16:
 - Die Anlagepolitik, welche bisher darauf ausgerichtet war, hauptsächlich Anlagen in Anteile von anderen Organismen für gemeinsame Anlagen zu tätigen, wurde angepasst und neu kann zusätzlich in folgende Instrumente investieren:
 - In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - In Anteile von zugelassenen Organismen für Gemeinsame Anlagen in Wertpapier und/oder in andere Organismen für Gemeinsame Anlagen gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - In Geldmarktinstrumente gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - In Derivate gemäss den im Allgemeinen Teil des Rechtsprospektes beschriebenen Bedingungen
 - Aufnahme der Möglichkeit Subfonds als „Feeder-Fonds“ gem. Kapitel 9 des Gesetzes von 2010 aufzulegen, sofern auch im Prospekt zugelassen
 - Aufnahme der Möglichkeit der Investition von Subfonds der Gesellschaft in andere Subfonds der Gesellschaft
- Pooling und „Co-Management“ Artikel 17:
 - Aufnahme der Bestimmung zum Pooling und Co-Management
- Unvereinbarkeitsbestimmungen Artikel 18:
 - Aufnahme der Nichtanwendung der Bestimmungen bei Vorliegen üblicher Geschäftsbedingungen im Rahmen der alltäglichen Geschäftsführung
- Vertretung Artikel 20:
 - Einfügung der Möglichkeit, Vertretungsmacht an Einzelpersonen auch für Geschäftsbereiche zu erteilen
- Rücknahme und Umtausch von Anteilen Artikel 22
- Rücknahme:
 - Neuformulierung der Bedingungen, wie Anträge auf Rücknahme und Umtausch durch den Verwaltungsrat befristet aufgeschoben werden dürfen. Die genaue Beschreibung dieser Bedingungen erfolgt neu im Rechtsprospekt.
 - Einfügung der Möglichkeit von den Statuten abweichende Modalitäten der Zahlung des Rücknahmepreises im Rechtsprospekt zu regeln
 - Verlagerung der Regelung über die Höhe einer Rücknahmegebühr in den Rechtsprospekt
- Liquidation:
 - Änderung der Bedingungen, unter denen ein Subfonds liquidiert werden kann
- Verschmelzung:
 - Erweiterung der Möglichkeiten einer Verschmelzung aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrats als Folge und im Rahmen der neuen gesetzlichen Regelungen
 - Bestimmung betr. die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse bei einer Generalversammlung, die über die Auflösung der Gesellschaft als Folge einer oder mehrerer Verschmelzungen von Subfonds beschließt
- Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen Artikel 23:
 - Einfügung der Möglichkeit Bewertungstage abweichend von den Statuten im Rechtsprospekt zu regeln

- Erweiterung der Möglichkeit Bewertungen von Subfonds ausnahmsweise auszusetzen

Bewertungsvorschriften Artikel 24:

- (A) Aktiva: Einfügung einer Regelung betr. die Bewertung von OGA, die auch als ETF qualifizieren

- (B) Verbindlichkeiten: Ausdrückliche Erwähnung der Anlageverwalter als Empfänger von Gebühren und Dienstleister der Gesellschaft

Verkaufspreis und Rücknahmepreis Artikel 26:

- Verlagerung der Regelung über die Höhe einer Verkaufsgebühr in den Rechtsprospekt

- Einfügung der Möglichkeit von den Statuten abweichende Modalitäten der Zahlung des Verkaufspreises im Rechtsprospekt zu regeln

Namensgebung der Gesellschaft Artikel 29:

- Klarstellung betreffend einen bestehenden Lizenzvertrag

Die außerordentliche Generalversammlung ist somit ordnungsgemäß einberufen.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der außerordentlichen Generalversammlung darüber hinaus fest, dass:

- die anwesenden und die vertretenen Aktionäre und deren Bevollmächtigte sowie die Anzahl ihrer Aktien in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind, die von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionären sowie dem Schriftführer, der Stimmzählerin und dem Vorsitzenden unterzeichnet und diesem Protokoll beigefügt wird;

- sich aus der Anwesenheitsliste ergibt, dass 748.144,000 Aktien von insgesamt 1.198.602,140 ausgegebenen und sich im Umlauf befindlichen Aktien auf der außerordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind.

Die außerordentliche Generalversammlung ist somit ordnungsgemäß einberufen und kann rechtsgültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung beraten und beschließen.

Die Feststellungen des Vorsitzenden werden von der außerordentlichen Generalversammlung genehmigt.

Die außerordentliche Generalversammlung fasst einstimmig den folgenden Beschluss:

Einziger Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung beschließt die Neufassung der Statuten der Gesellschaft im Sinne der aufgeführten redaktionellen, sprachlichen sowie gesetzlich erforderlichen Anpassungen sowie im Wesentlichen die in der Tagesordnung beschriebenen Änderungen, welche alsdann lauten wie folgt:

Art. 1. Unter dem Namen "JULIUS BAER MULTISELECT I" (die "Gesellschaft") besteht eine „Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital" (SICAV).

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluss in der Form gemäss Art. 31 dieser Satzung erfolgt.

Gegenstand

Art. 3. Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/ oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 (das „Gesetz von 2010“) über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Aktionären das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Massnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2010 erlaubt.

Geschäftssitz

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Luxemburg, im Grossherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanten können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ausserordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Massnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert ("Anteile") dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht in Schweizer Franken dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend (EUR 1.250.000,-) Euro. Sofern ein oder mehrere Subfonds (wie unten definiert) in Anteile anderer

Subfonds der Gesellschaft investiert sind, ist der Wert der relevanten Anteile zum Zweck der Überprüfung des gesetzlichen Mindestkapitals nicht mit zu berücksichtigen.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gemäss Artikel 26 dieser Satzung auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmässig ermächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Solche Anteile können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen („Subfonds“) angehören und ebenfalls nach Beschluss des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann ausserdem bestimmen, dass innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen („Anteilkategorie“) mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Rechtsprospekt („Rechtsprospekt“ bzw. „Prospekt“) der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe jedes Subfonds wird gemäss Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere (Wertrechte etc.; in der Folge „Wertpapiere“) bzw. in andere liquide Finanzanlagen investiert, die den Anlagebestimmungen entsprechen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Subfonds bestimmt.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Subfonds, die nicht in Schweizer Franken ausgedrückt sind, in Schweizer Franken umgerechnet, so dass das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Subfonds ausgedrückt in Schweizer Franken entspricht.

Namensanteile

Art. 6. Der Verwaltungsrat wird ausschliesslich Namensanteile ausgeben. Inhaberanteile werden nicht ausgegeben.

Es werden keine Zertifikate über die ausgegebenen Anteile ausgestellt. Wenn ein Aktionär dies wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes ausgestellt und zugesandt und es werden ihm dafür die üblichen Gebühren belastet.

Die Gesellschaft kann Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschliessen wird.

Es können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf- oder abgerundet werden, gemäss den Bestimmungen des geltenden Rechtsprospektes der Gesellschaft.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises gemäss Artikel 26 dieser Satzung ausgegeben. Der Zeichner wird auf Wunsch die Bestätigung seiner Anteile innerhalb gesetzlich vorgeschriebener Fristen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Aktionäre erfolgen an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister („Register“) oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist.

Die Aktionäre sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Aktionärs, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilkategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Anteilen erfolgt durch Eintragung in das Register ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Aktionäre können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Aktionär diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. Infolgedessen kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Aktionärs befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschliessen, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Aktionär kann jederzeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, die die Gesellschaft bestimmt hat.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös.

Einschränkung des Anteilbesitzes

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (ausser Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines

Subfonds und/oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden "Ausgeschlossene Person" genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäss den Bestimmungen des Rechtsprospektes vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine Ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Ausgeschlossene Person begründet würde,

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person stehen oder stehen werden,

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine Ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Aktionär der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Aktionär alle von ihm gehaltenen Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Aktionär, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend die "Rückgabe-Aufforderung" genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzugebenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rückgabe-Aufforderung kann einem solchen Aktionär auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die im Register der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Aktionärs. Der Aktionär ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rückgabe-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rückgabe-Aufforderung genannt ist, verliert der Aktionär sein Eigentumsrecht an den in der Rückgabe-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend "Rücknahmepreis" genannt), zu dem die genannten Anteile gemäss Rückgabe-Aufforderung zurückgenommen werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 24 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr gemäss Artikel 22.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Aktionär solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen Ort (wie in der Rückgabe-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in dieser Satzung und dem Rechtsprospekt aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person, den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche oder rechtliche Eigner dieser Anteile ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückgabe-Aufforderung erschien, vorausgesetzt, dass die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

(d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Ausgeschlossene Person ablehnen.

Rechte der Generalversammlung der Aktionäre

Art. 8. Jede ordnungsgemäss abgehaltene Generalversammlung der Aktionäre stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich, unabhängig vom Subfonds oder von der Anteilskategorie, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Versammlung der Aktionäre eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie gemäss den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Generalversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre aus.

Generalversammlung

Art. 9. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am 20. Oktober jeden Jahres um 11:30 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, wird die

Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten. Die Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls aussergewöhnliche Umstände dies gemäss freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Versammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Getrennte Versammlungen der Aktionäre

Art. 10. Getrennte Versammlungen der Aktionäre eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 11 dieser Satzung niedergelegten Regelungen sinngemäss. Eine getrennte Versammlung der Aktionäre kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschliessen, die gemäss Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Aktionäre dürfen nicht in die Rechte von Aktionären anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

Beschlussfähigkeit und Abstimmungen

Art. 11. Für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Aktionären gelten die gesetzlichen Fristen und Formalitäten.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung oder das Gesetz auferlegten Einschränkungen.

Ein Aktionär kann an jeder Versammlung von Aktionären teilnehmen oder sich mittels einer brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender, gesetzlicher oder satzungsmässiger Bestimmungen werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäss einberufenen Versammlung von Aktionären durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Aktionäre zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übt letzterer alle Rechte aus, welche den Aktionären durch das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 in seiner jeweils aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und der vorliegenden Satzung zustehen. Die von einem solchen alleinigen Aktionär gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

Einladungen

Art. 12. Die Generalversammlung bzw. weitere Versammlungen der Aktionäre werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt durch Einschreiben wenigstens acht (8) Tage vor der Generalversammlung, wobei die gesetzlich geforderten Unterlagen und Informationen den Aktionären gemeinsam mit der Einladung zugesandt werden. Diese Unterlagen sind ferner fünfzehn (15) Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz zur Einsicht verfügbar.

Die Einladung kann vorsehen, dass die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse auf Grundlage derjenigen Anteile festgestellt werden, welche am fünften Tag, welcher der Generalversammlung um 24 Uhr (Luxemburger Zeit) vorausgeht, ausgegeben und im Umlauf sind. Die Rechte eines Aktionärs zur Teilnahme und Abstimmung bei einer Generalversammlung richten sich ebenfalls nach seinem Anteilsbesitz zu diesem Zeitpunkt.

Auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, muss eine Generalversammlung einberufen werden.

Ferner können ein oder mehrere Aktionäre, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, verlangen, dass eine Generalversammlung einberufen wird und dass Abstimmungspunkte der Tagesordnung hinzugefügt werden, so dass die Generalversammlung in der Monatsfrist stattfindet.

Der Verwaltungsrat

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Aktionäre sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Aktionäre anlässlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal sechs (6) Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre abberufen und/oder ersetzt werden. An der Generalversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn diese Person

(1) wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen, oder

(2) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschliessen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Interne Organisation des Verwaltungsrates

Art. 14. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder an den in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Der Vorsitzende führt die Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäss erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form, wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschliessen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehreren gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch bestimmte Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Protokolle der Verwaltungsratssitzungen

Art. 15. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats und ein Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Aktionären in der Generalversammlung gemäss Satzung zustehen und gemäss der vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Subfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz, Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

a) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:

- die an einem geregelten Markt (im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG) notiert oder gehandelt werden;

- die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union („EU“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden;

- die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet „Drittstaat“ alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und des Pazifikbeckens.

b) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, wie in Punkt a) beschrieben, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

c) In Anteile von nach der Richtlinie 2009/65/EG zugelassenen Organismen für Gemeinsame Anlagen in Wertpapiere („OGAW“) und/oder anderen Organismen für Gemeinsame Anlagen („OGA“) im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 2009/65/EG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der EU oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier („CSSF“) derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht der EU gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

d) In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf (12) Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten, die ihren Gesellschaftssitz in einem Mitgliedstaat der EU oder in einem Mitgliedstaat der OECD oder in einem Land, das die Beschlüsse der Financial Actions Task Force („FATF“ bzw. Groupe d'Action Financière Internationale „GAFI“) ratifiziert hat, haben (ein „Qualifiziertes Kreditinstitut“).

e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes von 2010 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) In Derivate einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem wie unter dem vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt gehandelt werden und/oder freihändig gehandelte („over the counter“ oder „OTC-“) Derivate, sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes von 2010 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10% des Inventarwertes pro Subfonds in andere als die unter a) bis e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie, wenn keine darüber hinausgehenden Anlagen in Zielfonds im jeweiligen Besonderen Teil des Rechtsprospektes ausdrücklich zugelassen werden, höchstens 10% des Inventarwertes pro Subfonds in Zielfonds (d.h. Anteile in OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Ziffer c) oben) anlegen.

Der Verwaltungsrat kann jedoch in Übereinstimmung mit Kapitel 9 des Gesetzes von 2010 und unter den dort festgelegten Voraussetzungen beschliessen, dass ein Subfonds („Feeder“) mindestens 85% seines Vermögens in Anteile eines anderen OGAW (oder eines Subfonds eines solchen), der nach der EU-Richtlinie 2009/65/EG zugelassen ist, der nicht selbst ein Feeder ist und keine Anteile eines Feeders hält, investiert. Eine solche Möglichkeit ist erst dann eröffnet, wenn dies ausdrücklich entsprechend im Rechtsprospekt eingeführt wird.

Die Gesellschaft legt höchstens 10% des Inventarwertes pro Subfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20% des Inventarwertes pro Subfonds in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an.

Die Obergrenze des ersten Satzes des vorhergehenden Absatzes wird auf 35% angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Abweichend von den vorhergehenden Absätzen ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Inventarwertes pro Subfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Mitgliedstaat der OECD oder einem der G-20 Länder oder Singapur oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass der Subfonds Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Inventarwertes des Subfonds ausmachen dürfen.

Sofern mehrere Subfonds bestehen, kann ein Subfonds unter den in Artikel 181 Absatz 8 des Gesetzes von 2010 festgelegten Voraussetzungen in andere Subfonds der Gesellschaft investieren.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, dass eine Änderung des Gesetzes von 2010 zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass sich solche neuen Bestimmungen anwenden.

Pooling und „Co-Management“

Art. 17. Die Verwaltung der Vermögenswerte eines Subfonds kann mittels „Pooling“ erfolgen.

In diesem Fall werden Vermögen verschiedener Subfonds zusammen verwaltet. Derartige zusammen verwaltete Vermögen werden als „Pool“ bezeichnet, wobei jedoch solche „Pools“ ausschliesslich für interne Verwaltungszwecke verwendet werden. Die „Pools“ haben keine eigene Rechtspersönlichkeit und sind nicht direkt zugänglich für die Aktionäre. Jedem Subfonds, welcher zusammen mit anderen Subfonds verwaltet wird, sind buchhalterisch seine spezifischen Vermögen zuordenbar.

Wenn Vermögen eines oder mehrerer Subfonds zusammen verwaltet werden, werden die Vermögen, welche jedem teilnehmenden Subfonds zugeteilt werden, zunächst gemäss ihrer ersten Zuteilung von Vermögen in einen solchen „Pool“ bestimmt und werden im Falle von zusätzlichen Zeichnungen oder Rücknahmen im Verhältnis zu derartigen Zeichnungen und Rücknahmen proportional abgeändert.

Die Ansprüche jedes teilnehmenden Subfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögen finden auf all und jede Anlagen jenes „Pools“ Anwendung.

Zusätzliche Anlagen, welche im Namen von gemeinsam verwalteten Subfonds getätigt werden, werden diesen Subfonds gemäss ihren respektiven Rechten zugeteilt und Vermögenswerte welche verkauft werden, werden in der gleichen Art und Weise von den betreffenden Vermögenswerten jedes teilnehmenden Subfonds entnommen.

Des Weiteren, soweit dies mit der Anlagepolitik der betreffenden Subfonds zu vereinbaren ist, kann der Verwaltungsrat mit Blick auf eine effiziente Verwaltung bestimmen, dass das ganze oder ein Teil des Vermögens eines oder mehrerer Subfonds im Rahmen des „Co-Management“ gemeinsam mit dem Vermögen anderer OGA, wie im Rechtsprospekt beschrieben, verwaltet wird. Die vorstehenden Regelungen gelten in diesem Fall mutatis mutandis.

Unvereinbarkeitsbestimmungen

Art. 18. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Aktionär, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Aktionär, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma, nicht verhindert, für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, findet der vorstehende Absatz keine Anwendung, sondern es werden die Geschäfte mit ihrem Verwalter, wenn dieser ein der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, lediglich in einem Protokoll über diese Geschäfte erwähnt.

Die vorstehenden Bestimmungen werden nicht angewandt, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Freistellung

Art. 19. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das sie als Partei einbezogen wurden, als Folge ihrer Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie sind, falls sie bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt werden. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche sie rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt werden. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwältinnen eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Vertretung

Art. 20. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Beschlüsse gefasst hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer, Prokuristen oder anderen Bevollmächtigten bzw. durch die Einzel- oder gemeinsame Unterschrift solcher bevollmächtigter Personen für bestimmte Einzelgeschäfte oder Geschäftsbereiche, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Wirtschaftsprüfer

Art. 21. Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprise agréé"), der die in Artikel 154 des Gesetzes von 2010 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Rücknahme und Umtausch von Anteilen

Art. 22. Rücknahme. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Aktionär kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt des Aufschiebens von Rücknahmen (wie nachstehend definiert).

Der Verwaltungsrat kann beschliessen, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen aufzuschieben, wenn bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag oder über einen im Prospekt definierten Zeitraum von mehreren Bewertungstagen Rücknahme- oder Umtauschgesuche eingehen, die einen im Prospekt festgelegten Prozentsatz der ausstehenden Anteile eines Subfonds übersteigen. Der Verwaltungsrat definiert die maximale Dauer des Aufschiebens im Prospekt. Diese Rücknahme- und Umtauschanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

Soweit nichts anderes im Rechtsprospekt bestimmt ist, wird der Rücknahmepreis üblicherweise innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag bezahlt. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds bzw. der betreffenden Anteilskategorie in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 24 dieser Satzung berechnet, abzüglich einer Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils beschlossen und im Rechtsprospekt beschrieben wird.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Subfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch, soweit rechtlich zulässig, ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Aktionär schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Rechtsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile

zurückgegeben werden sollen. Ein ordnungsgemäss erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Umtausch

Jeder Aktionär kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Subfonds an einem für beide Subfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Subfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilkategorien beantragen, gemäss einer im Rechtsprospekt beschriebenen Umtauschformel und nach den Grundsätzen und gegebenenfalls Einschränkungen, wie sie vom Verwaltungsrat für jeden Subfonds festgelegt worden sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Subfonds in Anteile eines anderen Subfonds oder innerhalb eines Subfonds in andere Anteilkategorien Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Rechtsprospekt dargelegt sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere:

- die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen
- den Umtausch von Anteilkategorien bzw. in Anteile unterschiedlicher Subfonds mit einer Gebühr belasten;
- den Umtausch zwischen Anteilkategorien innerhalb eines Subfonds ausschliessen.

Liquidation

Sofern, gleich aus welchem Grund, der Inventarwert der Vermögenswerte eines Subfonds unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, welcher vom Verwaltungsrat als angemessenes Mindestvolumen für den betreffenden Subfonds festgelegt ist, oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Subfonds von Einfluss sind, oder, falls es im Interesse der Aktionäre ist, kann der Verwaltungsrat alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Subfonds zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schliessung des betreffenden Subfonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen.

Die Schliessung eines Subfonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile aus anderen Gründen, als den im vorherigen Absatz angegebenen, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Aktionäre dieses zu schliessenden Subfonds auf einer ordnungsgemäss einberufenen getrennten Versammlung der Aktionäre des betroffenen Subfonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten wird und mit einer Mehrheit von 50 % der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

Sofern ein Subfonds Feeder eines anderen OGAW (oder eines Subfonds eines solchen) ist, führt die Liquidation oder Verschmelzung dieses anderen OGAW (oder dessen Subfonds) zur Liquidation des Feeders, es sei denn, der Feeder ändert mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde seine Anlagepolitik im Rahmen der Grenzen des Teils 1 des Gesetzes von 2010. Eine solche Möglichkeit ist erst dann eröffnet, wenn dies ausdrücklich im Rechtsprospekt eingeführt wird.

Liquidationserlöse, welche den Aktionären bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht ausgezahlt werden konnten, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach dreissig (30) Jahren.

Die Gesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Mitteilung in einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Publikationsorgan über die Liquidation zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so kann die Mitteilung mittels Brief an diese Adressaten erfolgen.

Verschmelzung

Der Verwaltungsrat kann ferner jeden Subfonds mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen OGAW gemäss Richtlinie 2009/65/EG oder einem Subfonds eines solchen verschmelzen.

Eine vom Verwaltungsrat beschlossene Verschmelzung, welche gemäss den Bestimmungen von Kapitel 8 des Gesetzes von 2010 durchzuführen ist, ist für die Aktionäre des betreffenden Subfonds nach Ablauf einer dreissigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Aktionäre an bindend. Die vorgenannte Frist endet fünf (5) Bankarbeitstage vor dem für die Verschmelzung massgebenden Bewertungstag. Die Gesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Mitteilung in einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Publikationsorgan über die Verschmelzung zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so kann die Mitteilung mittels Brief an diese Adressaten erfolgen.

Ein Antrag eines Aktionärs auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist darf nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden, mit Ausnahme der von der Gesellschaft zurückbehaltenen Beträge zur Deckung von Kosten im Zusammenhang mit Desinvestitionen.

Eine Verschmelzung eines oder mehrerer Subfonds, infolge derer die Gesellschaft zu existieren aufhört, muss von der Generalversammlung beschlossen werden und vom Notar festgehalten werden. Für solche Beschlüsse ist kein Quorum erforderlich, und es genügt die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen

Art. 23. Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft, der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds und, sofern anwendbar, die Inventarwerte der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilkategorien (zusammen „Inventarwert“) werden in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag - wie nachfolgend definiert - bestimmt, ausser in den

nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung. Bewertungstag für jeden Subfonds ist jeder Bankarbeitstag in Luxemburg, welcher zugleich kein gewöhnlicher Feiertag für die Börsen oder anderen Märkte ist, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwerts des entsprechenden Subfonds die Bewertungsgrundlage darstellen, wie von der Gesellschaft bestimmt, sofern im Rechtsprospekt bezüglich eines bestimmten Subfonds nichts anderes vorgesehen ist. Jedoch muss mindestens zweimal pro Monat an einem Bankarbeitstag in Luxemburg ein Bewertungstag festgesetzt werden.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes jedes Subfonds, sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen dieses Subfonds, ebenso wie den Umtausch von und in Anteile eines Subfonds zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (ausser an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu verkaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers dieses Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräusserung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
- e) sofern ein Subfonds Feeder eines anderen OGAW (oder eines Subfonds eines solchen) ist, wenn und solange dieser andere OGAW (oder dessen Subfonds) zeitweilig die Ausgabe oder Rücknahme seiner Anteile ausgesetzt hat; oder
- f) im Falle einer Verschmelzung eines Subfonds mit einem anderen Subfonds oder mit einem anderen OGA (oder einem Subfonds eines solchen), sofern dies zum Zweck des Schutzes der Aktionäre gerechtfertigt erscheint; oder
- g) wenn aufgrund nicht vorhersehbarer Umstände umfangreiche Rücknahmeanträge eingegangen sind und dadurch die Interessen der im Subfonds verbleibenden Aktionäre nach Ansicht des Verwaltungsrats gefährdet sind; oder
- h) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, am oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer Generalversammlung der Aktionäre zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der CSSF, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Aktionäre, die ihre Anteile zur Rücknahme oder zum Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über die Aussetzung sowie unverzüglich über die Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen irgendeines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Subfonds.

Festlegung des Inventarwertes

Art. 24. Der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds, und soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilskategorien, wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Subfonds oder dieser Anteilskategorie dividiert wird. Der gesamte Inventarwert des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie repräsentiert dabei den Marktwert der ihr zugeordneten Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

Bewertungsvorschriften

Art. 25. Die Bewertung der Inventarwerte der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Aktiva

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht geschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
- g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, dass solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und

h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäss Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschliesslich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Gesellschaft bestimmt werden.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währung des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die Währung des betreffenden Subfonds zum am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

4) Anteile, die von OGA des offenen Typs ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Inventarwert zu bewerten. Abweichend hiervon werden OGA des offenen Typs, welche zugleich als Exchange Traded Funds (ETF) qualifizieren, mit ihrem Börsenschlusskurs am Ort ihrer Notierung bewertet.

5) Der Veräusserungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Optionsverträgen, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäss den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleichbleibender Weise zu bewerten. Der Veräusserungswert von Termin- oder Optionsverträgen, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Verträge an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionsverträge dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Massgabe, dass bei Termin- oder Optionsverträgen, die nicht an einem Bewertungstag veräussert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräusserungswertes dieses Vertrages ist.

6) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmässig abbeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den die Gesellschaft beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäss den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmässig abbeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilinhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschliessen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

7) Die Swap-Transaktionen werden regelmässig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäss den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäss einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

8) Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckter Kreditrisiken, eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge; inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren bzw. Entschädigungen der Anlageberater, der Anlageverwalter, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Rechtsprospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Aktionären verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr hinzugezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Anlageverwalter, Vertriebssträger oder Depotbank vereinbarten Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Subfonds voneinander ab, so sind die entspre-

chenden unterschiedlichen Gebühren ausschliesslich den jeweiligen Subfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluss des Verwaltungsrats einem Subfonds belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten, aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuerzwecke zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien;

Jegliche Verbindlichkeit irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ist auf den/die betreffenden Subfonds beschränkt.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmässigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Subfonds gleichmässig betreffen.

(C) Zuordnung der Aktiva und Passiva

Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäss den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Subfonds zuzuordnende bestimmte Grösse angesehen werden kann und auch nicht alle Subfonds gleichmässig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen.

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermässigt sich der Inventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der Anteile jedes Subfonds wie in dieser Satzung dargelegt.

(D) Allgemeine Bestimmungen

Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäss Artikel 22 dieser Satzung zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Subfonds, die nicht auf die Währung dieses Subfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

Verkaufspreis und Rücknahmepreis

Art. 26. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, muss der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie basieren, erhöht um eine Verkaufsgebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Rechtsprospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Verkaufsgebühr ist ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein können, aber innerhalb eines Subfonds bzw. einer Anteilskategorie, müssen alle Zeichnungsanträge an demselben Ausgabebetrag gleich behandelt werden, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis ("Verkaufspreis") ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Zeitraums von nicht mehr als sieben (7) Luxemburger Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar, sofern im Rechtsprospekt nicht anderweitig bestimmt. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen, welche durch den Wirtschaftsprüfer bes-

tätigt wird, derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis, zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilkategorie berechnet, ermässigt um eine Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Rechtsprospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Rücknahmegebühr ist ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen, wobei diese Rücknahmegebühr für jeden Subfonds bzw. jede Anteilkategorie unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis ("Rücknahmepreis") wird gemäss Artikel 22 dieser Satzung ausgezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag bzw. mit Zustimmung des betreffenden Aktionärs mittels einer Sachausschüttung (Sachauslage) erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung aller Aktionäre sichergestellt sein muss.

Rechnungsjahr

Art. 27. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Schweizer Franken. Falls gemäss Artikel 5 dieser Satzung verschiedene Subfonds bestehen, deren Anteilswerte in anderen Währungen als Schweizer Franken ausgedrückt werden, werden diese in Schweizer Franken umgerechnet und in dem konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Schweizer Franken ausgedrückt, einschliesslich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats allen Aktionären fünfzehn (15) Tage vor jeder Generalversammlung zur Verfügung gehalten wird.

Gewinnverteilung

Art. 28. Die getrennten Versammlungen der Aktionäre der einzelnen Subfonds beschliessen auf Antrag des Verwaltungsrats jährlich über die Ausschüttungen durch die Gesellschaft. Die Gesellschaft kann Ausschüttungen vornehmen, insoweit das unter Artikel 5 dieser Satzung definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht unterschritten wird.

Wenn Dividenden für die ausschüttenden Anteile eines Subfonds erklärt werden, werden die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile dieses Subfonds angepasst. Bei den thesaurierenden Anteilen erfolgen keine Ausschüttungen. Vielmehr wird der den thesaurierenden Anteilen zugeordnete Wert zugunsten ihrer Aktionäre reinvestiert.

Zwischendividenden können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluss ausbezahlt werden, insoweit das unter Artikel 5 dieser Satzung definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht unterschritten wird.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des betreffenden Subfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Währung, an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

Namensgebung der Gesellschaft

Art. 29. Die Gesellschaft hat einen Lizenzvertrag mit der Julius Bär Gruppe abgeschlossen. Falls dieser Lizenzvertrag aus irgendeinem Grunde gekündigt werden sollte, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung der Julius Bär Gruppe hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die den Bestandteil "Julius Baer" bzw. „Julius Bär" oder die Buchstaben "JB" nicht mehr enthält.

Ausschüttung bei Auflösung

Art. 30. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschliesst und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation, bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilkategorie wird unter den Aktionären jedes Subfonds und jeder Anteilkategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilkategorien aufgeteilt.

Satzungsänderung

Art. 31. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre der Gesellschaft abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die im Gesetz von 1915 vorgesehenen Bedingungen über die Beschlussfähigkeit und die Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Aktionären eines Subfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Subfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch im betroffenen Subfonds erfüllt sind.

Verweis auf anwendbare Gesetze

Art. 32. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäss dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2010 geregelt.

Da die Tagesordnung somit erschöpft ist wird die Versammlung um 11.00 Uhr geschlossen.

59319

Kosten:

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde erwachsen, werden geschätzt auf 2.470,- Euro.

Worüber Urkunde, Aufgenommen Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die Mitglieder des Büros, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: D. BRAUN, C. SCHÄFERS, P. ESSER-DANNHAUER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59183. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 07 mars 2013.

Référence de publication: 2013042325/840.

(130051516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Tradeka International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 132.999.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-seventh day of February.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of «TRADEKA INTERNATIONAL S.A R.L.», (here after the «Company»), a «société à responsabilité limitée», having its registered office at L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, R.C.S. Luxembourg section B number 132.999, incorporated by deed enacted on September 27, 2007, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated November 28, 2007, Nr 2738 and whose articles have been amended for the last time on November 7, 2007 published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated January 18, 2008, Nr 142.

The meeting is opened at 11.00 o'clock am, with Maître Catherine Dessoy, «avocat à la Cour», having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich, in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Véronique Petit, private employee, having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with this minute.

II. As appears from the attendance list, the 2,480,500 (two million four hundred eighty thousand five hundred) shares representing the whole capital of the corporation are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Decision to put the Company into liquidation;
2. Appointment of the liquidator;
3. Definition of the powers of the liquidator;
4. Discharge to the managers;
5. Decision upon the power of signature on the different bank accounts opened in the name of the Company;
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to put the Company into liquidation.

Second resolution

The meeting appoints as liquidator:

Mrs Catherine Dessoy, «avocat à la Cour», having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

Third resolution

The liquidator has the most extended powers as provided by articles 144 to 148bis of the Luxembourg companies law. She may carry out all the deeds provided by article 145 with previous general meeting authorization as required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operation being a matter of liquidation purpose to realise the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the shareholders in proportion to their shareholding, in kind or in cash.

Fourth resolution

The meeting decides to give full discharge to:

- Mrs Sandrine Anton
- Mrs Catherine Dessoy
- Mr Andrew Townend
- Mr Shaun Johnston managers of the Company

for the accomplishment of their mandate until the vote of this meeting.

Fifth resolution

The meeting decides to not change the powers of signatures on the different bank accounts opened in the name of the Company.

The persons currently empowered to sign on the different bank accounts, opened in the name of the Company, will keep this power notwithstanding the present deed of liquidation.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 11.30 o'clock pm.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sept février.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «TRADEKA INTERNATIONAL S.A R.L.», (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, R.C.S. Luxembourg section B numéro B 132.999, constituée suivant acte reçu le 27 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial C du 28 novembre 2007, N° 2738 et dont les statuts ont été modifiées pour la dernière fois suivant acte reçu le 7 novembre 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial C du 18 janvier 2008, N° 142.

La séance est ouverte à 11 heures sous la présidence de Maître Catherine Dessoy, avocat à la cour, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Véronique Petit, employée privée, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il ressort de cette liste de présence que les 2.480.500 (deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Décharge donnée aux gérants;
5. Décision sur les pouvoirs de signatures sur les différents comptes bancaires ouverts au nom de la Société;

6. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme liquidateur:

Maître Catherine Dessoy, avocat à la Cour, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

Troisième résolution

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Elle peut accomplir les actes prévus à l'article 145 avec l'autorisation de l'assemblée générale telle que requise par la loi.

Il est conféré au liquidateur le pouvoir de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la Société aux associés, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, en nature ou en numéraire.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de donner décharge à:

- Madame Sandrine Anton
- Maître Catherine Dessoy
- Monsieur Andrew Townend
- Monsieur Shaun Johnston

gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au vote de la présente assemblée.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de ne pas modifier les pouvoirs de signatures sur les différents comptes bancaires ouverts au nom de la Société. Les personnes actuellement signataires sur les comptes bancaires, ouverts au nom de la Société, le demeureront nonobstant le présent acte de mise en liquidation.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.30 heures.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} mars 2013. Relation: LAC/2013/9545. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013042879/126.

(130051815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 746.012.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.265.

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth day of the month of March.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Johnson Controls Holding Company, Inc., a Delaware corporation with primary offices located at 2605 Fernbrook Lane, N. Plymouth, Minnesota,

here represented by Ms. Andreea Antonescu, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 13 March 2013.

I. The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The appearing party declares being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 158.265 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 757 dated 19 April 2011, page 36308.

III. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Maître Blanche Moutrier, acting in replacement of Maître Francis Kessler, notaries residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 September 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2829 dated 21 November 2012, page 135782.

IV. The appearing party, duly represented, having recognised to be duly informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of twenty-five million Euros (EUR 25,000,000.-) so as to bring it from its current amount of seven hundred seventy-one million twelve thousand five hundred Euros (EUR 771,012,500.-) represented by thirty million eight hundred forty thousand five hundred (30,840,500) shares (parts sociales) with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each (the "Shares"), to an amount of seven hundred forty-six million twelve thousand and five hundred Euros (EUR 746,012,500.-) represented by twenty-nine million eight hundred and forty thousand five hundred (29,840,500) Shares, by cancellation of one million (1,000,000) Shares (the "Cancelled Shares");

2. Decision to repay to Johnson Controls Holding Company, Inc., a Delaware corporation with primary offices located at 2605 Fernbrook Lane, N. Plymouth, Minnesota, sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder") an amount of twenty-five million Euros (EUR 25,000,000.-) corresponding to the aggregate nominal value of the Cancelled Shares;

3. Subsequent amendment of the first paragraph of Article 8 of the articles of association of the Company, as amended and restated from time to time (the "Articles") so as to reflect the resolution to be adopted under item 1 above; and

4. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to reduce the share capital of the Company by an amount of twenty-five million Euros (EUR 25,000,000.-) so as to bring it from its current amount of seven hundred seventy-one million twelve thousand five hundred Euros (EUR 771,012,500.-) represented by thirty million eight hundred forty thousand five hundred (30,840,500) shares (parts sociales) with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each (the "Shares"), to an amount of seven hundred forty-six million twelve thousand and five hundred Euros (EUR 746,012,500.-) represented by twenty-nine million eight hundred and forty thousand five hundred (29,840,500) Shares, by cancellation of one million (1,000,000) Shares (the "Cancelled Shares").

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to repay to the Sole Shareholder an amount of twenty-five million Euros (EUR 25,000,000.-) corresponding to the aggregate nominal value of the Cancelled Shares.

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder RESOLVES to amend the first paragraph of Article 8 the Articles, which shall forthwith read as follows:

"The Company's corporate capital is set at EUR 746,012,500.- (seven hundred forty-six million twelve thousand and five hundred Euros) represented by 29,840,500 (twenty-nine million eight hundred and forty thousand five hundred) shares (parts sociales) with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euros) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately two thousand one hundred Euros (EUR 2,100.-).

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the party appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatorzième jour de mars.

Par-devant Nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Johnson Controls Holding Company, Inc., une société (corporation) de droit Delaware, ayant son établissement principal au 2605 Fernbrook Lane, N. Plymouth, Minnesota,

ici représentée par Mlle Andreea Antonescu, avocate, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 13 mars 2013.

I. Ladite procuration signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

II. Le comparant déclare qu'il est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.265 (la «Société»), constituée par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, du 7 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 757 en date du 19 avril 2011, page 36308.

III. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Blanche Moutrier, agissant en remplacement de Maître Francis Kessler, notaires de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, du 28 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2829 en date du 21 novembre 2012, page 135782.

IV. Le comparant, dûment représenté comme mentionné ci-dessus, reconnaît être entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions d'Euros (EUR 25.000.000,-) afin de le porter de son montant actuel de sept cent soixante et onze millions douze mille cinq cents Euros (EUR 771.012.500,-) représenté par trente millions huit cent quarante mille cinq cents (30.840.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales»), à un montant de sept cents quarante-six millions douze mille cinq cents Euros (EUR 746.012.500,-) représenté par vingt-neuf millions huit cent quarante mille cinq cents (29.840.500) Parts Sociales, par l'annulation de un million (1.000.000) de Parts Sociales (les «Parts Sociales Annulées»);

2. Décision de repayer à Johnson Controls Holding Company, Inc., une société (corporation) de droit Delaware, ayant son établissement principal au 2605 Fernbrook Lane, N. Plymouth, Minnesota, associé unique de la Société (l'«Associé Unique») un montant de vingt-cinq millions d'Euros (EUR 25.000.000,-) correspondant à la valeur nominale totale des Parts Sociales Annulées;

3. Modification subséquente du premier paragraphe de l'Article 8 des statuts de la Société, tels que modifiés et refondus (les «Statuts»), afin de refléter la résolution devant être adoptée sous le point 1 ci-dessus; et

4. Divers.

a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions d'Euros (EUR 25.000.000,-) afin de le porter de son montant actuel de sept-cent soixante et onze millions douze mille cinq cents Euros (EUR 771.012.500,-) représenté par trente millions huit cent quarante mille cinq cents (30.840.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales»), à un montant de sept cents quarante-six millions douze mille cinq cents Euros (EUR 746.012.500,-) représenté par vingt-neuf millions huit cent quarante mille cinq cents (29.840.500) Parts Sociales (les «Parts Sociales Annulées»).

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE de repayer à l'Associé Unique un montant de vingt-cinq millions d'Euros (EUR 25.000.000,-) correspondant à la valeur nominale totale des Parts Sociales Annulées.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé Unique DECIDE de modifier le premier paragraphe de l'Article 8 des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à EUR 746.012.500,- (sept cents quarante-six millions douze mille cinq cents Euros) représenté par 29.840.500 (vingt-neuf millions huit cent quarante mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ deux mille cent euros (EUR 2.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. ANTONESCU, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 18 mars 2013. Relation: DIE/2013/3442. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur p.d. (signé): RECKEN.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 2 avril 2013.

Référence de publication: 2013042720/140.

(130051836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

Swing Dance Luxembourg a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1625 Howald, 20, rue Théodore Gillen.

R.C.S. Luxembourg F 9.486.

STATUTS

Le 22 mars 2013, entre les soussignés (nom, prénom, profession, domicile, nationalité):

ALTOMANI Andrea, chercheur, 139, avenue du Bois, L-1250 Luxembourg, italienne;

ARNARSSON Einar, analyste, 5, rue Jean-Pierre Beckius, L-1266 Luxembourg, luxembourgeoise;

BRAIN Simon, chercheur, 80, Via di Cologna, 34127 Trieste, Italie, britannique;

COUSIN Frédéric, spécialiste du marketing, 33, Schlassgewan, L-5364 Schrassig, française;

FRANCIS Ainsley, verrier, 27-31 James Craig Walk, Edimbourg, EH1 3BA le Royaume-Uni, canadienne/luxembourgeoise;

FRANCIS Cassandra, spécialiste des communications, 7, plateau St. Esprit, L-1475 Luxembourg, canadienne/luxembourgeoise;

JONKER Hugo, chercheur, 7, rue du couvent, L-1363 Howald, néerlandaise;

LUNYTE Ingrida, juriste, 15, rue de l'église, L-8025 Strassen, lituanienne;

MAUW Sjouke, professeur, 20, rue Théodore Gillen, L-1625 Howald, néerlandaise;

NETO Pascal, spécialiste IT, 42, rue de Strasbourg, L-2560 Luxembourg, française;

PHILLIPS Jane, manager, 51, rue kiem, L-5337 Moutfort, britannique;

RAVNIKAR Jana, traductrice, 1, rue d'Avalon, L-1159 Luxembourg, slovène;

RETTELET Lydia, interprète; 13, route de Longwy, L-8080 Bertrange; britannique/italienne;

TIMINSKAITE Ieva, traductrice, 29, rue Charles Arendt, L-1134, Luxembourg, lituanienne.

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre 1^{er} . Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . L'association porte la dénomination «Swing Dance Luxembourg a.s.b.l.».

Art. 2. L'association a pour objet de promouvoir et de cultiver la culture des danses swing au Luxembourg et dans les environs, en organisant et en développant sa pratique.

Art. 3. L'association a son siège social au Grand-Duché de Luxembourg dans la commune de Hesperange.

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

Art. 5. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse sans discrimination de nationalité, raciale, sexuelle ou d'orientation sexuelle.

Titre 2. Exercice Social

Art. 6. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 7. L'association comprend des membres effectifs, des donateurs et des membres honoraires. Devient membre effectif quiconque paye la cotisation annuelle et dont l'admission est validée par le conseil d'administration. Est nommé donateur quiconque fait un don en espèces conformant aux stipulations du règlement intérieur concernant les donateurs. Le titre de membre honoraire peut être conféré par l'assemblée générale à toute personne ayant contribué de manière exceptionnelle à la réalisation de ses objectifs.

Art. 8. Les membres effectifs sont admis à la suite d'une demande écrite ou d'une demande verbale, après acceptation de leur demande. L'admission n'est valable que si la cotisation annuelle est payée pour l'année en cours.

Art. 9. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 10. Tout membre associé peut quitter l'association en informant par simple lettre ou par tout autre moyen approprié le conseil d'administration.

Est considéré démissionnaire après le délai de trois mois à compter du jour de l'échéance, tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 11. Tout membre associé peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constaté par le conseil d'administration.

A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale, le membre dont l'exclusion est envisagée est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les membres associés démissionnaires ou exclus ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir, ni sur son patrimoine, ni sur les cotisations payées.

Titre 4. Assemblée Générale

Art. 12.

1 L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

2 Chaque membre associé non exclu, non démissionnaire a le droit d'assister à l'assemblée générale. Seulement les membres effectifs (non exclus et non démissionnaires) et les membres honoraires ont le droit de voter à l'assemblée générale.

3 L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée trois semaines à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association ou par tout autre moyen approprié. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

4 L'assemblée générale peut également se réunir sur demande d'un cinquième des membres associés ou, s'il y a plus de soixante-quinze membres, quinze membres de l'association.

5 Pour les votes, les membres associés pourront se faire représenter par un autre membre associé à l'aide d'une procuration écrite. Un membre ne pourra cependant représenter plus de deux autres membres.

6 Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

7 L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des membres effectifs présents.

Art. 13. Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale consente à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés à discuter de cette résolution.

Titre 5. Règlement Intérieur

Art. 14.

1 Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts, il est renvoyé au règlement intérieur en vigueur.

2 Le règlement intérieur peut être écrit dans la langue choisie par l'assemblée générale.

Titre 6. Administration

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins et 11 au maximum, élus par l'assemblée générale à la majorité simple.

La durée de leur mandat est de 1 an. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions du conseil d'administration. Les fonctions non-cumulables qui doivent impérativement figurer au minimum sont: le président, le secrétaire et le trésorier. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 17. La signature du président ou du trésorier ou du secrétaire engage l'association.

Art. 18. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

Titre 7. Contributions et Cotisations

Art. 19. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 100 euro par année.

Art. 20. Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Titre 8. Ressources et Mode d'établissement des Comptes

Art. 21. Les ressources de l'association comprennent notamment: les cotisations des membres, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur, les revenus des activités de l'association et des intérêts sur les comptes bancaires de l'association.

Art. 22. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 23. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle. Il présente également un projet de budget pour l'exercice suivant.

Art. 24. L'assemblée générale peut désigner un commissaire-vérificateur et son suppléant, qui ne peuvent pas être membres du conseil d'administration. Le commissaire-vérificateur et à son défaut son suppléant sont tenus de veiller à la stricte exécution des statuts. Ils exercent un droit de contrôle sur toute la gestion de l'association. Ils rapportent les résultats de leur recherche à l'assemblée générale.

Titre 9. Modification des Statuts

Art. 25. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation, et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais, dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

a la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés;

b la décision n'est admise, dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix;

c si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 26. Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Titre 10. Dissolution et Liquidation

Art. 27. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 28. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

Titre 11. Dispositions Finales

Art. 29. Pour tous les points non réglés par les présents statuts ni le règlement intérieur, les membres associés déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2013042494/135.

(130051677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

**Misys Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Tahoe Holdco S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 166.373.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042362/11.

(130051291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

**Misys Manager S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Tahoe Manager S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 166.331.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mars 2013.

Référence de publication: 2013042363/11.

(130051608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Key Plastics Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 812.456,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 68.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013042328/11.

(130051238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Medimmo-International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3739 Rumelange, 40, rue des Martyrs.
R.C.S. Luxembourg B 172.587.

L'an deux mille treize, le douze février.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg),
soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Pascal LOURME, gérant de société, né le 18 juin 1963 à Paris (France), demeurant à F-06190 Roquebrune-
Cap-Martin, 1113, avenue du Serret.

Lequel comparant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "MEDIMMO-INTERNATIONAL S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son
siège social à L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,
section B, sous le numéro 172587, a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, en date du 5 novembre
2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2955 du 6 décembre 2012.

- Que le comparant est le seul associé actuel ("Associé Unique") de la Société et qu'il a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de transférer le siège social à L-3739 Rumelange, 40, rue des Martyrs, et de modifier subsé-
quemment la première phrase de l'article 4 des statuts afin de lui donner les teneurs suivantes:

" **Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi à Rumelange (Grand-Duché de Luxembourg)."

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. LOURME, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 février 2013. LAC/2013/6968. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013041307/34.

(130050818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

F3I, Financière Internationale d'Investissement et d'Inspection S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 151.187.

Extrait de l'Assemblée Générale tenue de façon extraordinaire du 18 janvier 2013 à 15 heures à Luxembourg

M. le président expose que l'ordre du jour est le suivant:

1. Transfert de siège social
2. Divers

Première résolution:

L'assemblée a décidé de transférer le siège social du 98, Boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg au 23, Boulevard du Docteur Charles Marx L-2130 Luxembourg.

Le président / Le secrétaire / Le scrutateur

Assemblée Générale tenue de façon extraordinaire du 18 janvier 2013 à 15 heures à Luxembourg

Actions aux porteurs

Représenté par Monsieur LABBE CHAPUIS

Actions aux porteurs

Représenté par Monsieur LABBE CHAPUIS

Le président / Le secrétaire / Le scrutateur

Référence de publication: 2013042241/21.

(130051307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Synergy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 131.690.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 20 mars 2013

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 20 mars 2013, Monsieur Derek SHARKEY, a transféré 2.646 de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 2.646 parts sociales d'une valeur de EUR 1.- chacune, à Madame Joan Mary SHARKEY, née le 28 mai 1966 à Birmingham, Royaume-Uni, demeurant au 20, The Oaks, Carrickmines Wood, Cabinteely, IRL-Dublin 18, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013045259/17.

(130055129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.